



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 06/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIRIDI DATA PAR 12

129 boulevard Malesherbes
75017 Paris

Références : E/25- *JBW*

Code AIOT : 0006519463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement VIRIDI DATA PAR 12 implanté 16 Avenue Joseph FROELICHER 77164 FERRIERES-EN-BRIE. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de l'inspection est de vérifier le suivi des équipements sous pression et des appareils contenant des fluides frigorigènes générateurs de gaz à effet de serre appauvrissant la couche d'ozone.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIRIDI DATA PAR 12
- 16 Avenue Joseph FROELICHER 77164 FERRIERES-EN-BRIE
- Code AIOT : 0006519463
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VIRIDI DATA PAR 12 a été autorisée à exploiter ses activités par arrêté préfectoral du 3 octobre 2018. Ces dernières sont également réglementées par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 25 juin 2021. La mise en service des installations a été initiée en juillet 2021.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Inspection généraliste équipements sous pression

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigorigènes
- AR25 - ESP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 et, L.557-53 à L.557-58 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dégazage	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Fiches d'intervention	Code de l'environnement, article R 543-82	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Fréquence des contrôles	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Marque de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
17	Porter à connaissance	Code de l'environnement, article R. 181-46-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurisation accès	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.1	Sans objet
2	Étiquetage	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2	Sans objet
3	Inventaire	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3	Sans objet
8	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
11	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
12	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
13	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
14	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
16	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement doit transmettre les justificatifs permettant de s'assurer du bon suivi des installations frigorifiques fonctionnant avec un fluide frigorigène et des équipements sous pression présents sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurisation accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurisation accès
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter l'accès à l'installation ou, le cas échéant, au local de compression aux seules personnes autorisées.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les accès aux installations contenant des fluides frigorigènes étaient sécurisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Étiquetage
Prescription contrôlée : Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
Constats : Lors de la visite, deux appareils ont été contrôlés par sondage : - Appareil DAIKIN (n° série J002267), contenant 1,55 kg de fluide frigorigène R32 - Appareil EXCOOL (n° série EXC70008/X25), contenant 27,75 kg de fluide frigorigène R410A. Les plaques signalétiques de ces appareils comportent notamment les mentions suivantes : n° modèle, n° série, année de fabrication, nature et quantité de fluide frigorigène.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks de fluides
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, un inventaire incomplet des installations contenant des fluides frigorigènes de type R32 et R410A. Ce dernier a été mis à jour le 16/05/2025, avec les installations contenant plus de 2 kg de fluide frigorigène. La quantité maximale de fluides frigorigènes présente dans l'installation est de : 2512,55 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dégazage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dégazage
Prescription contrôlée : Toute opération de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes est consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant porte ces opérations de dégazage à la connaissance du représentant de l'Etat dans le département.
Constats : L'exploitant dispose d'un fichier informatisé de suivi de ses installations comportant notamment : les contrôles d'étanchéité, les rapports et les fiches d'intervention (CERFA) en cas de fuites, les dégazages,... En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis un rapport d'incident lié à une fuite de 23,15 kg de fluide frigorigène (R410A) sur un appareil de climatisation de marque VERTIV (référéncé S 101_CRAC_01C sur le site). Ce rapport n'amène pas de remarques particulières. Par contre, après consultation sur site du fichier informatisé, l'inspection a constaté qu'un dégazage de 22 kg de fluide frigorigène (R410A) sur un appareil de climatisation de marque VERTIV (référéncé S 102_CRAC_02C sur le site), survenu le 17/08/2024, n'avait pas été déclaré. Cet oubli serait lié à un changement d'organisation au sein de l'entreprise. Pour l'année 2024, l'exploitant a déclaré, dans l'application GEREP, une émission de 42 kg de fluides frigorigènes. Il est rappelé que cette déclaration est à effectuer dans GEREP uniquement si la quantité totale de fluides frigorigènes émis est supérieure à 100 kg/an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit indiquer les mesures prises pour porter systématiquement à la connaissance de l'inspection les dégazages de fluide frigorigène supérieurs à 20 kg.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Fiches d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 543-82
Thème(s) : Risques chroniques, Fiches d'intervention
<p>Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Cette fiche mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107, ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et la destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans cet équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>Le détenteur tient un registre contenant, par équipement, les fiches d'intervention classées par ordre chronologique.</p>
<p>Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis une fiche d'intervention concernant une fuite survenue sur une climatisation (appareil référencé S101_CRAC_01C sur le site) contenant du R410A.</p> <p>La fiche comporte les informations suivantes : les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité, la date et la nature de l'intervention effectuée, la nature du fluide et la quantité de fluide récupérée et réintroduite dans cet équipement. La fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement. Un registre informatisé de suivi des installations est mis en place à cet effet.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a consulté, par sondage, les documents relatifs à un dégazage de 22 kg de fluide frigorigène (R410A) sur un appareil de climatisation de marque VERTIV (référéncé S 102_CRAC_02C sur le site), survenu le 17/08/2024. Il est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la société BOUYGUES Energies & Services est intervenue le 28/08/2024 sur la fuite, alors que le dégazage a été enregistré le 17/08/2024 dans le registre informatisé. Or, selon l'exploitant, le prestataire dispose de 3 jours pour intervenir sur le site afin de réparer ou isoler la fuite.

- une incohérence dans les documents rédigés par la société BOUYGUES Energies & Services, sachant que l'appareil contient au maximum 24 kg de fluide frigorigène :
 - le rapport d'intervention indique une recharge de 24 kg et une récupération de 1,7 kg de R 410A,
 - le CERFA indique une recharge de 24 kg et une récupération de 0 kg de R 410A.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- justifier que des dispositions sont prises afin que le prestataire BOUYGUES Energies & Services intervienne dans les meilleurs délais sur le site, en cas de détection d'une fuite de fluide frigorigène.
- s'assurer que les informations reportées dans le rapport d'intervention et le CERFA par l'opérateur sont cohérentes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Fréquence des contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles d'étanchéité

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 04/08/2014 (article 6.c) :

Pour les installations soumises à la rubrique 1185-2, les équipements clos en exploitation sont régulièrement contrôlés selon les fréquences et dispositions prévues par les règlements (CE) n° 1005/2009 (SACO) et n° 517/2014 (GES) susvisés et par les articles R. 543-79 et R. 543-81 du code de l'environnement.

Arrêté ministériel du 29/02/2016 (article 4) :

La période maximale entre deux contrôles est précisée dans le tableau suivant :

CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES	
		en l'absence de dispositif de détection de fuites (*)	si un dispositif de détection de fuites (*) est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg	12 mois	
	30 kg ≤ charge < 300 kg	6 mois	
	300 kg ≤ charge	3 mois	
HFC, PFC	5 t.éq.CO2 ≤ charge < 50 t.éq.CO2	12 mois	24 mois
	50 t.éq.CO2 ≤ charge < 500 t.éq.CO2	6 mois	12 mois
	500 t.éq.CO2 ≤ charge	3 mois	6 mois

(*) Dispositif de détection de fuites respectant les prescriptions de l'article 3 du présent arrêté.

Constats :

Dans les fiches d'intervention rédigées lors des travaux effectués sur les deux appareils VERTIV (référéncés S101_CRAC_01C et S102_CRAC_02C), la société BOUYGUES Energies & Services

précise que la fréquence minimale de contrôle périodique des appareils sans système permanent de détection des fuites, dont la charge est supérieure à 50 t.éq. CO₂, est de 6 mois.

Or, lors de la visite, l'inspection a constaté que :

- l'appareil VERTIV (référéncé S101_CRAC_01C sur le site) disposait d'une vignette bleue indiquant une date limite de validité du contrôle d'étanchéité échue (avril 2025),
- l'appareil VERTIV (référéncé S102_CRAC_02C) disposait d'une vignette bleue indiquant une date limite de validité du contrôle d'étanchéité supérieure à 6 mois (mai 2026).

La fréquence de contrôle d'étanchéité ne semble pas respectée pour ces deux appareils. Les autres appareils du site n'ont pas été contrôlés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- transmettre le registre de contrôle d'étanchéité des appareils de capacité unitaire supérieure à 2 kg de fluide frigorigène,
- justifier que la fréquence de contrôle d'étanchéité de tous appareils est respectée (tous les 6 mois, si 50 t.éq. CO₂ <charge< 500 t.éq. CO₂ ; tous les ans, si 5 t.éq. CO₂ <charge< 50 t.éq. CO₂).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Marque de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles d'étanchéité

Prescription contrôlée :

Article R. 543-79-1 du Code de l'Environnement :

A compter du 1er juillet 2016, le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité.

Arrêté ministériel du 29/02/2016 (article 5) :

L'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er consigne sur la fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les résultats du contrôle d'étanchéité. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) l'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er du présent arrêté consigne sur la fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les réparations effectuées ou à effectuer. Cette fiche indique en particulier chacun des circuits et des points de l'équipement où une fuite a été détectée. L'opérateur appose un marquage amovible sur les composants de l'équipement nécessitant une réparation.

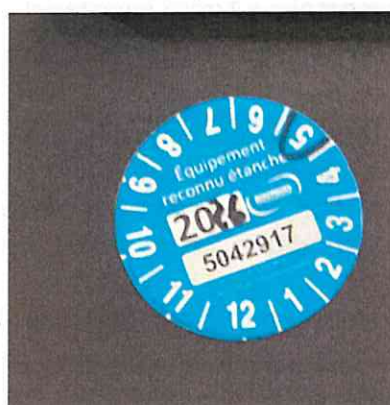
Constats :

Lors de la visite, deux appareils ont été contrôlés :

- l'appareil VERTIV (référéncé S101_CRAC_01C sur le site) dispose d'une vignette bleue indiquant une date limite de validité du contrôle d'étanchéité en avril 2025.

- l'appareil VERTIV (référéncé S102_CRAC_02C sur le site) dispose d'une vignette bleue indiquant une date limite de validité du contrôle d'étanchéité en mai 2026.

La limite de validité du contrôle d'étanchéité pour l'appareil VERTIV, référencé S101_CRAC_01C, était échue lors de la visite d'inspection.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que le contrôle d'étanchéité a bien été réalisé pour l'appareil VERTIV (référéncé S101_CRAC_01C). À défaut, justifier que l'appareil est mis à l'arrêt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.

Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression du site, en amont de la visite d'inspection. Cette dernière répertorie l'ensemble des appareils à pression du site, y compris ceux qui ne relèvent pas de la réglementation ESP, et indique, pour chaque équipement, le volume, la pression de service, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection, la date de la première requalification périodique (prévue en 2034).

Suite à l'inspection, la liste a été complétée avec les informations suivantes : type d'appareil (récipients), date de mise en service.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

V. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la mise en service ou de la dernière requalification périodique.

Les plans d'inspection ne peuvent pas prévoir des intervalles séparant deux inspections ou deux requalifications périodiques consécutives supérieurs à, respectivement, 6 et 12 ans, [...]

VII. - Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté.

Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.

Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code. [...]

Constats :

Lors de la visite, deux équipements sous pression ont été contrôlés :

- Récipient, de marque EXCOOL ZERO, référencé S240-IAC-001, fabriqué en 2020, contenant du R410A, mis en service le 01/08/2020, dernière inspection périodique le 11/02/2025, prochaine inspection périodique prévue le 11/02/2029, première requalification périodique prévue le 01/08/2032.

- Récipient, de marque EXCOOL ZERO, référencé S130-IAC-05, fabriqué en 2022, contenant du R410A, mis en service le 01/03/2022, dernière inspection périodique le 17/02/2025, prochaine inspection périodique prévue le 17/02/2029, première requalification périodique prévue le 01/03/2034.

L'exploitant a établi des plans d'inspection pour tous les équipements sous pression du site soumis au suivi en service. La périodicité maximale requise est conforme à la réglementation ESP, à savoir :

- 48 mois entre deux inspections périodiques,
- 144 mois entre deux requalifications périodiques.

Pour les deux équipements contrôlés, les plans d'inspection transmis ont été signés le 18/02/2025 par l'exploitant, mais n'ont pas été approuvés et signés par un organisme habilité. Or, lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les plans d'inspection avaient été approuvés par l'APAVE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- justifier que les plans d'inspection de tous les équipements sous pression du site, soumis au suivi en service, ont été approuvés par un organisme habilité,
- transmettre les plans d'inspection des deux équipements (référéncés S240-IAC-001et S130-IAC-05) dûment signés par un organisme habilité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en

vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Suite à la visite, l'exploitant a complété la liste de ses équipements en précisant leur date de mise en service. Il en ressort que :

- pour le récipient, de marque EXCOOL ZERO, référencé S240-IAC-001, mis en service le 01/08/2020, la dernière inspection périodique aurait dû être réalisée avant le 01/08/2023. Elle a été réalisée le 11/02/2025.
- pour le récipient, de marque EXCOOL ZERO, référencé S130-IAC-05, mis en service le 01/03/2022, la dernière inspection périodique a été réalisée dans les délais (le 17/02/2025),
- la périodicité requise pour la dernière inspection périodique n'a pas été respectée pour de nombreux équipements sous pression soumis au suivi en service par un plan d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit indiquer les mesures prises afin de respecter la périodicité maximale entre deux inspections périodiques prévue pour tous les équipements sous pression soumis au suivi en service par un plan d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels; Contrôle documentaire – Inspection périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Pour les deux équipements contrôlés (référéncés S240-IAC-01 et S130-IAC-05), les inspections périodiques ont été réalisées par l'APAVE (organisme habilité).

Les compte-rendus sont datés, signés et comportent la référence du plan d'inspection. Ils attestent que les résultats des contrôles et essais réalisés sont satisfaisants et ne comportent pas d'observation contredisant le maintien en service de l'équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Les équipements ayant été mis en service à partir de 2020, la requalification périodique est sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.

Constats :

Pour les deux équipements contrôlés, la plaque d'identification est présente et lisible. Les informations inscrites (PS, volume, n° fabricant, année, fluide,...) sont cohérentes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique

Prescription contrôlée :

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.

Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

<p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>Les équipements ayant été mis en service à partir de 2020, aucune requalification périodique n'a été réalisée à ce jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 557-14-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'état général des installations était correct. Les équipements étant carénées, l'inspection n'a pas été en mesure de contrôler leur état.</p> <p>Toutefois, les deux équipements contrôlés ont fait l'objet d'une visite périodique par un organisme habilité en 2025, qui n'a pas constaté de détériorations/déformations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements n'ayant pas fait l'objet d'une requalification périodique, ils ne disposent pas de marquage par poinçon ou par étiquette.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour administrative
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la quantité maximale de fluides frigorigènes présente dans l'installation était de 2512,55 kg. Or, d'après l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021/DRIEAT/UD77/081 du 25 juin 2021, la quantité totale de fluides frigorigènes, relevant de la rubrique 1185-2, autorisée dans l'installation est de 1680 kg. L'inspection n'a pas été informée de ces évolutions. Pour rappel, l'exploitant a initialement été autorisé à exploiter ses installations par arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n° 2018/74 du 3 octobre 2018. Bien que l'établissement ne comporte plus d'installation relevant du régime de l'autorisation, du fait notamment de l'évolution de la nomenclature des ICPE, les installations classées de l'établissement continuent à faire l'objet d'un suivi selon les règles de procédure de l'autorisation. De fait, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, l'exploitant doit transmettre au préfet un porter à connaissance afin de l'informer des modifications notables apportées à ses installations. A ce jour, l'exploitant n'a pas transmis de porter à connaissance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au préfet de Seine-et-Marne un porter à connaissance afin de l'informer des modifications apportées à ses installations et de mettre à jour la situation administrative du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois